



HAL
open science

Le moment machiavélien: perspectives critiques

Edouard Jourdain

► **To cite this version:**

Edouard Jourdain. Le moment machiavélien: perspectives critiques. Réfractations, 2010, 23, pp.152-154. hal-04564947

HAL Id: hal-04564947

<https://hal.science/hal-04564947>

Submitted on 3 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le moment machiavélien : perspectives critiques

Le regain d'intérêt pour Machiavel et plus largement pour le « républicanisme civique » ouvre certainement de nouvelles pistes politiques intéressantes à explorer dans une perspective libertaire, notamment dans la réélaboration d'une conception de la liberté positive susceptible de constituer une alternative à la liberté négative du libéralisme. Le texte de Diego Paredes montre suffisamment bien comment le « moment machiavélien » s'accorde davantage avec l'anarchisme qu'avec le libéralisme pour concevoir une liberté qui « épouse » le politique plus qu'elle ne s'y oppose : dans la lignée des grands penseurs libertaires comme Proudhon ou Bakounine, il est possible de penser avec Machiavel et les humanistes civiques une liberté socialisée synonyme pour chaque citoyen de participation active aux affaires publiques. Il ne s'agit donc pas tant, comme avec la liberté dite des « Modernes » de se protéger du pouvoir afin de se consacrer à ses jouissances privées, que d'investir ce pouvoir et donner ainsi une réelle dimension à la capacité politique des citoyens. Ce constat positif établi, il n'en reste pas moins que quelques problèmes demeurent liés à ce qu'il est convenu d'appeler le « moment machiavélien » dès lors qu'il est question de le mesurer à l'aune d'une théorie politique anarchiste (telle, du moins, que je peux l'entendre). Afin de soulever ces apories, il me semble opportun de se concentrer sur le livre de Miguel Abensour auquel se réfère abondamment le texte discuté.

L'argumentaire de M. Abensour se focalise particulièrement sur l'interprétation par Marx de la philosophie politique de Hegel, dans la *Critique du droit politique hégélien* de 1843. Nous retrouvons dans ce dernier texte une certaine critique de l'État qui, considéré comme une incarnation de la Raison, a conservé une dimension théologico-politique. Il s'agit alors pour Marx de désacraliser l'État tout en conservant le ressort politique que l'on retrouve dans l'irruption du *demos* qui n'est autre qu'un excédent irréductible à la société civile et une certaine incarnation d'un « vouloir-être politique » à venir. Il n'est alors pas tant question d'abolir l'État ou le politique que de concevoir l'irruption du *demos* dans tout l'espace social comme source de ce qu'Abensour appelle une « démocratie sauvage ». Le recours à Machiavel, outre sa conception positive de la liberté comme nous l'avons vu plus haut (et qui se réalise ici par l'activité politique du « demos »), consiste à concevoir le conflit comme multiplicateur de liberté. Abensour reprend alors les thèses du Florentin énoncées dans ses fameux *discorsi* où il montrait la dimension vertueuse de la lutte du peuple contre les « grands » :

« C'est à la position contre que l'on doit l'institution de la cité démocratique qui rend au conflit la force créatrice de liberté que lui avaient déjà reconnue Machiavel et Montesquieu sauvant dans les luttes perpétuelles du Sénat et

de la plèbe les chances de la liberté pour Rome. Ce conflit générateur de liberté est multiplié : à cet espace politique où se forment des pôles antagonistes, où s'énoncent des objets de litige, où s'organisent des luttes, s'ajoute un nouveau conflit essentiel entre la démocratie et l'État; non seulement parce que les grands s'emparent de l'État et que le peuple s'oppose aux grands, mais parce que l'État représente pour la démocratie un danger permanent de dégénérescence¹. »

Nulle perspective de disparition de l'État ou de la séparation de la société en classes sociales : la dynamique du conflit, permettant certes la réactivation du politique, fait ainsi l'économie d'une réflexion pourtant nécessaire sur la justice sociale et politique, la notion d'autonomie et la question des normes.

Ce n'est donc pas totalement par hasard si Machiavel est relu par le prisme de Marx (après Althusser, Balibar et Negri se sont largement approprié son œuvre) : dans le sillage du matérialisme historique, le « machiavélisme » ne s'encombre pas de la morale et encore moins de la notion de Justice (perçue par les marxistes comme un succédané de l'idéologie). Si une certaine relecture de Machiavel prend acte de la critique du totalitarisme, notamment en insistant sur la critique du peuple-Un et d'un système clos sur lui-même (critique qui passe par le constat de la nécessaire irréductibilité du conflit), il n'en reste pas moins que cette relecture ne se réduit bien souvent qu'à une modalité d'action politique dont la manifestation est la révolte au sein d'un système où la domination et l'exploitation sont toujours présentes. Peut-être cette révolte constitue-t-elle l'acte préliminaire pour instituer une société réellement libre et juste, mais elle ne saurait être prise comme fin sous peine de n'être qu'un mouvement sans lest ni boussole, tournant désespérément dans le vide.

Le « moment machiavélien » élude ainsi la pourtant nécessaire réflexion politique, au sens où l'entend Castoriadis, permettant de penser l'autonomie (autrement dit la capacité pour la Cité à se donner ses propres lois et à les remettre en question), et la question institutionnelle et juridique. Sur ce dernier point, il me semble nécessaire de revenir sur le problème des Anciens et des Modernes. Le texte discuté semble mettre en valeur la liberté des Anciens (que la tradition anarchiste réhabiliterait à l'instar du « moment machiavélien ») contre la liberté des Modernes, libérale et bourgeoise. Or, s'il existe en effet une certaine similitude de la liberté des Anciens avec la conception libertaire de la liberté, il me semble toutefois que ce serait une erreur de les assimiler. À l'époque de Machiavel, les droits susceptibles de protéger les individus contre les abus de pouvoir sont pour ainsi dire inconcevables. Ce n'est que plus tard, avec le développement du libéralisme, que le juridisme va se développer. Si la judiciarisation libérale se fonde sur des présupposés peu anarchistes (égoïsme

1. Miguel Abensour, *La démocratie contre l'État. Marx ou le moment machiavélien*, Paris, PUF, 1997, p. 108.

rationnel, propriété privée des moyens de production,...) il n'en demeure pas moins que le droit demeure à mon sens une dimension fondamentale pour construire et penser une société libertaire. Dans une perspective notamment déjà explorée par Proudhon et approfondie par Gurvitch, il s'agirait alors de concevoir un droit social susceptible d'être à la fois le produit des êtres collectifs (communes, syndicats,...) et un préservatif contre les abus de pouvoir. Cette conception du droit social s'inscrirait alors dans une société autonome où un réel équilibre des forces ne laisse place ni à la domination ni à l'exploitation, ce qui permettrait par là même de repenser les institutions. Le droit social n'est donc pas un droit libéral mais il intègre cependant la liberté des Modernes en insistant sur le fait que le politique n'est pas immunisé contre lui-même, qu'il est nécessaire de concevoir des équilibres, des séparations et des droits pour préserver et multiplier la liberté, toujours fragile.

La relecture de Machiavel est-elle donc vaine ? Peut-être pas. Il me semble notamment que sa notion de conflit comme multiplicateur de liberté pourrait être revue à l'aune de cet équilibre des forces politiques et économiques au sein d'un fédéralisme intégral. Autrement dit, Machiavel pourrait peut-être nous permettre de repenser le dissensus dans une société émancipée et qui pourtant ne coïncide pas avec elle-même.

Edouard Jourdain